

Nous nous y appliquons et une décision sera prise bientôt concernant l'ordre législatif de la prochaine session.

M. Benjamin: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au leader du gouvernement s'il songe à consulter les leaders de la Chambre et autres parties intéressées en vue d'obtenir l'approbation préalable permettant de passer rapidement tout projet de loi proposé par le gouvernement?

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député a fait entendre ses instances.

* * *

L'AGRICULTURE

RÉPERCUSSIONS POSSIBLES DU PROGRAMME AMÉRICAIN DISC SUR LE COMMERCE D'ÉCHANGE DES PRODUITS AGRICOLES

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné qu'un comité mixte des membres du Sénat américain et du Congrès est à mettre au point un projet de loi sur la commercialisation des produits agricoles, et étant donné que les prix des produits agricoles canadiens seront certainement influencés par cette décision, l'honorable ministre pourrait-il dire si lors de la préparation du bill C-176, c'est-à-dire le projet de loi sur la commercialisation des produits de ferme, le ministère ou le gouvernement a tenu compte de cet état de choses, afin de ne pas nuire aux exportateurs et aux producteurs canadiens?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Oui, monsieur l'Orateur.

* * *

LES SPORTS

LA PARTICIPATION D'ÉQUIPES CANADIENNES À DES TOURNIS DE HOCKEY EN EUROPE

M. Len Marchand (Kamloops-Cariboo): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social au sujet d'une nouvelle annonce aujourd'hui selon laquelle M. Bunny Ahearn empêcherait certaines équipes canadiennes de participer aux tournois d'Europe, même si certains pays les y ont invitées. Le ministre nous dira-t-il si l'on viole certains règlements et s'il envisage une façon de faire participer ces équipes aux jeux pour lesquels elles avaient été invitées?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, j'étudierai volontiers la question.

M. Paproski: N'oubliez pas la LNH.

[Plus tard]

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, ma question est reliée à celle qu'a posée le député de Kamloops-Cariboo au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Puisque le prétendu tsar du hockey européen, Bunny Ahearn, cherche à intimider les clubs-hôtes en Europe, le ministre pourrait-il offrir ses bons offices pour s'entretenir de l'affaire avec les ambassades des

[L'hon. M. MacEachen.]

Pays-Bas et de Belgique afin que ces clubs tiennent leurs engagements envers le club de Kamloops?

L'hon. M. Munro: Monsieur l'Orateur, c'est une suggestion qui mérite considération. Je dirai cependant, en me fondant sur mes entretiens précédents avec Bunny Ahearn, que je n'ai pas beaucoup d'influence auprès de lui.

L'AIDE À SPORT PARTICIPATION CANADA—LA QUESTION DES ABUS DANS LE HOCKEY AMATEUR

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Saint-Barbe): Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a accordé une subvention de \$350,000 à Sport Participation Canada, comme on le rapporte dans la presse? Pourrait-il aussi nous dire si le gouvernement fédéral et les provinces se sont mis d'accord pour établir un comité chargé de faire enquête sur les abus fréquents que l'on constate dans le hockey amateur?

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, si je peux commencer par la deuxième question, les provinces sont en effet convenues avec le gouvernement fédéral d'organiser des rencontres, au cours des quatre ou cinq semaines à venir, entre leurs représentants et les nôtres, afin qu'ils puissent recommander les mesures qu'il conviendrait de prendre pour remédier efficacement à bon nombre des abus que l'on constate dans le hockey.

Pour ce qui est de la première question, oui, nous avons accordé une subvention initiale à cet organisme, composé essentiellement de particuliers, afin de permettre à ces personnes d'obtenir des fonds de sources privées, de demander l'appui du secteur privé et, avec l'aide des organes d'information, d'encourager l'organisation d'événements sportifs au Canada.

M. Marshall: Je voudrais poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre est-il disposé à faire d'autres déclarations d'une pareille importance à la Chambre, pour que les députés de l'opposition puissent lui donner la réplique?

* * *

LE CODE CANADIEN DU TRAVAIL

L'EXPÉRIENCE D'AUTRES PAYS RELATIVE AUX CHANGEMENTS TECHNOLOGIQUES

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail. Le ministre a-t-il, préalablement à l'élaboration du bill C-253, mené une enquête afin de déterminer comment les autres pays réagissent aux changements technologiques à l'occasion des négociations collectives? Dans l'affirmative, j'aimerais savoir si les auteurs de ce bill se sont inspirés de l'expérience acquise dans d'autres pays.

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Oui, monsieur l'Orateur. Nous nous sommes penchés sur les codes et les législations du travail de tous les autres pays industrialisés. Ainsi, par exemple, nous nous sommes rendu compte qu'aux États-Unis, une négociation collective peut être entamée, à n'importe quel moment et à propos de n'importe quelle question, à partir du moment où un préavis suffisant a été donné. Au Canada, c'est justement l'inverse.